

Edito
L'impunité
du gouvernement
israélien p. 1

Nicaragua
Prévention des grossesses
chez les adolescentes p.3



Corée du Nord
La coopération internationale
entre obstacles
et controverses p. 2

En bref
L'actualité de la CSSR p. 4

Agenda des associations
Les rendez-vous à ne pas manquer p. 4

Qui sommes-nous

Histoire • La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêt Nam.

Objectifs • Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs • La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens • La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Adresse

Centrale Sanitaire Suisse Romande
15, rue des Savoises
CH - 1205 Genève
tél./fax ++41 22 329 59 37
info@css-romande.ch
www.css-romande.ch

Versements

CCP: 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire
Suisse Romande

Comité de rédaction:

Martine Barclay; Jean-Marc Richard;
Ludovic Rossel; Bruno Vitale.

Conception et maquette: Olivier Pillonel

Tirage: 2400 exemplaires

Parution: quatre numéros par an.

Edito

L'impunité du gouvernement israélien

Le 1er mai 2002, la Centrale sanitaire suisse romande (CSSR) lançait une pétition au Conseil Fédéral: «La société civile unie contre l'oppression du peuple palestinien». On y demandait «de suspendre l'application par la Suisse des Accords entre les Etats de l'AELE et Israël, qui facilitent et privilégient les relations commerciales avec l'Etat d'Israël, et toute coopération militaire entre la Confédération suisse et l'Etat d'Israël». Cette pétition exprimait une fois de plus notre engagement en faveur de la population palestinienne, dans le domaine de la santé, par un engagement politique critique envers les décideurs de notre politique étrangère et leur complicité avec les violations de plusieurs accords et conventions internationaux par l'Etat d'Israël.

Les accords commerciaux qui privilégient Israël n'ont pas été suspendus; la collaboration militaire continue. Et l'Etat d'Israël persiste dans sa politique systématique de négation des droits palestiniens: assassinats ciblés, extension de colonies illégales d'occupation, construction d'un Mur qui permet de s'approprier de nouvelles parties de la Cisjordanie, utilisation disproportionnée de la force (invasion et destructions de cibles civiles à Gaza et au Liban), etc.

Depuis des décennies l'Etat d'Israël, à travers ses différents gouvernements, a mené une politique agressive de destruction de tout espoir de solution pacifique du conflit. L'impunité dont il jouit (par exemple grâce au veto des Etats Unis à toute condamnation d'Israël par le Conseil

de Sécurité) lui garantit le soutien de beaucoup de gouvernements et la confiance du capital financier international.

Que faire? Il ne s'agit évidemment pas de combattre Israël en tant qu'Etat à majorité juive, pas plus que de céder au chantage affirmant que «toute critique de la politique du gouvernement d'Israël» égale «activité antisémite», chantage qui couvre depuis longtemps ses crimes. Notre engagement envers la population palestinienne, dans le domaine de la santé, n'est pas en cause. Mais nous devons apprendre aussi à agir au niveau politique et personnel, en tant que citoyens, dans le pays où nous vivons. A agir tous les jours, pour réussir à modifier l'image positive dont jouit encore Israël dans l'opinion publique suisse, image qui perpétue son impunité. En 2005 par exemple, un appel de 171 organisations de la société civile palestinienne demandait aux groupes de solidarité avec la Palestine dans le monde d'organiser des actions à long terme de «boycott, désinvestissement et sanctions» envers Israël. Il s'agirait donc, entre autres, de renoncer à acheter les produits israéliens en vente dans nos supermarchés, produits qui souvent viennent des terres et de l'eau volés aux palestiniens de Cisjordanie. Adopter une telle stratégie peut rendre plus efficace l'engagement politique individuel en le doublant d'une mobilisation quotidienne et active. Nous appelons nos lecteurs et sympathisants à exprimer leur avis à ce sujet.

Bruno Vitale

Coopération internationale en Corée du Nord

Entre obstacles et controverses

En 1995, la Corée du Nord fait appel à l'aide internationale. L'ouverture du portail engage une relation complexe entre les agences internationales et le régime nord-coréen (suite de l'article paru dans le bulletin n° 136). Par Bastien Briand

Lorsque les agences internationales arrivent à Pyongyang, la Corée du Nord connaît de graves difficultés économiques et ne parvient plus à nourrir sa population. Cependant, l'emprise du système politique reste indemne. L'idéologie nationale élaborée par Kim-il-Sung en réaction aux politiques coloniales japonaises reformule des symboles coréens ancestraux pour prôner l'isolation et la dévotion au «cher leader». Le contrôle de l'information est perçu comme indispensable à la pérennisation du régime. C'est donc avec une grande méfiance qu'on accueille les agences. Leur présence est patronnée par des procédures strictes régissant toute interaction entre dignitaire nord-coréen et représentant étranger. La situation nutritionnelle s'avère catastrophique; pour préserver leur carte d'entrée, de nombreuses agences cèdent aux conditions imposées. Les collaborateurs ne parlant pas le coréen sont préférés, tout déplacement en dehors de Pyongyang nécessite un avertissement préalable d'une semaine¹. Dans son étude critique, S.Snyder² soutient que les autorités nord-coréennes ont cherché à maximiser l'influx d'aide humanitaire tout en minimisant l'accès au pays. D'autres approches font preuve d'empathie à l'égard du régime; selon l'économiste F.Rüdiger «il serait naïf de la part des nord-coréens de ne pas craindre que les services de renseignement occidentaux cherchent à utiliser l'accès privilégié (...) aux pays»³

Dès 1998, le PAM nourrit près d'un tiers de la population⁴; la dépendance croissante du régime envers l'aide internationale pose un dilemme éthique pour les acteurs du développement. De larges tranches de population occupant des zones jugées sensibles par le gouvernement restent inaccessibles. Dès lors, lorsque la situation nutritionnelle s'améliore, plusieurs ONG abandonnent leurs opérations. Pour d'autres agences, l'établissement d'une relation de compréhension mutuelle est engagé⁵. Une tendance récente vise à impliquer le gouvernement dans un processus de réformes structurelles. Elle est approuvée par le régime qui cherche à se défaire de son image de pays assisté. En novembre 2005



Le contrôle de l'information est perçu comme indispensable à la pérennisation du régime.

Pyongyang rappelle aux observateurs que ses relations avec les agences de coopération demeurent délicates lorsqu'elle en invite plusieurs à plier bagage. L'application de cette directive fut par la suite tempérée, mais elle reste inquiétante, car le système de distribution étatique se trouve affaibli par une décennie d'influx massif d'aide alimentaire internationale et le développement de marchés alimentaires.

- 1 Overcoming Humanitarian Dilemmas in the DPRK (North Korea), (2002) United States Institute of Peace.
- 2 Gordon Flake & Scott Snyder (2003), Paved with good intentions.
- 3 La Corée du Nord veut suppléer l'assistance humanitaire par une aide au développement, Le Monde (2006) P.Pons.
- 4 Position Paper on rehabilitation and Development in DPRK (2001), Humanitarian Development Working Group (HDWG).
- 5 Overcoming humanitarian dilemmas in the DPRK (2002), United States Institute of Peace (USIP).

Relations bilatérales

Et la Suisse?

La Confédération cultive une relation bilatérale privilégiée avec la RPDC. Ainsi, la direction du Développement et de la coopération suisse (DDC) répond promptement à l'appel de 1995. Au début, l'agence contribue par une aide alimentaire et des biens de nécessité. A travers la promotion de stratégies agraires, elle invite le régime à adopter une série de mesures économiques. L'idée est d'inciter les autorités à cibler des défaillances structurelles. Pour pallier aux difficultés économiques, on souhaite introduire le modèle de la gouvernance et de l'économie d'entreprise. Par ce biais, on cherche aussi à impliquer

davantage le pays dans le commerce international. La formation du personnel coréen représente un moyen indirect d'encourager la réforme et l'innovation. Des séminaires sont organisés à Genève pour former des dignitaires coréens au commerce international et au système ONU¹. La DDC finance ainsi la première école de commerce de Pyongyang où des étudiants nord-coréens se familiarisent au management économique et au marketing².

¹ L'ONG CASIN exerce, depuis 1997, un cycle d'enseignements pour fonctionnaires nord-coréens avec le soutien financier de la DDC

² Students in DPR Korea shift from Marx to Marketing (2005), Financial Times, A.Fifield

Prévention des grossesses précoces au Nicaragua

Adolescence en danger

La Casa Materna de Matagalpa sensibilise les adolescentes au problème des grossesses précoces pour lutter contre la mortalité maternelle élevée dans cette région du Nicaragua. Soutenu par la CSSR, ce projet renforce le travail de planification familiale entrepris en 2004. Par Ludovic Rossel

La fréquence des naissances parmi les femmes de moins de 20 ans a augmenté au Nicaragua durant les années 90, alors qu'elle tend à s'abaisser en Amérique centrale¹. Or les grossesses précoces font courir un risque physique accru aux mères. En 2004, dans le département de Matagalpa, 27% des morts maternelles ont touché des adolescentes². Le danger concerne également les bébés: les nouveau-nés de mères adolescentes risquent deux fois plus de mourir avant leur première année que ceux issus de mères adultes. Outre des dommages physiques, une grossesse précoce entraîne aussi des conséquences néfastes sur le plan social. Une adolescente enceinte interrompt généralement ses études, ce qui entraîne une dépendance accrue à l'égard du compagnon, entraînant plus facilement soumission, mauvaise estime de soi et violence domestique.

Confrontées à un fort pourcentage de grossesses précoces, les travailleuses de la Casa Materna de Matagalpa ont décidé de réagir en s'adressant directement aux adolescentes du département. Un projet

de prévention des grossesses chez les adolescentes a dès lors été formalisé, en collaboration avec la CSSR et le soutien de la Fédération genevoise de coopération. Ce projet vise à réduire la mortalité maternelle chez les adolescentes, mais aussi à leur permettre de définir un nouveau projet de vie et à donner accès aux moyens de contraception pour les femmes de 15 à 19 ans. Des activités de sensibilisation seront mises en place dans les écoles des municipalités: des ateliers interactifs sur des questions de genre, violence, sexualité et planification familiale réuniront des adolescentes de 10 à 14 ans, d'une part, et des jeunes femmes de 15 à 19 ans, d'autre part. Pour chaque municipalité, des adolescentes "leaders" seront formées de manière plus complète; elles devront plus tard intervenir elles-même auprès des adolescentes de leur entourage.

¹ Instituto nicaragüense de la mujer, Que mas podía hacer sino tener un Hijo? Bases socioculturales de embarazo de las adolescentes en Nicaragua, Fondo de Población de las Naciones Unidas, Managua, 1999.

² Colectivo de Mujeres de Matagalpa, Análisis de las muertes maternas, Matagalpa, 2004.



De jeunes pensionnaires de la Casa Materna de Matagalpa.

Les chiffres qui parlent

Femmes ayant accouché avant l'âge de 18 ans

- Pérou 14 %
- Nicaragua 28 %

Jeunes de 15 à 19 ans, mariés ou ayant été mariés (Nicaragua)

- hommes 9 %
- femmes 30 %

Population Reference Bureau, *The World's Youth 2006 Data Sheet*, Washington, www.prb.org

Interview

Jerónima Ubeda Cruz...

Coordnatrice du projet de prévention des grossesses chez les adolescentes

1 Observe-t-on déjà du machisme de la part des adolescents?

Le machisme existe; il s'agit d'un comportement qui s'acquiert dans l'environnement familial.

2 Même avec un accès aux contraceptifs, les jeunes femmes ont-elles réellement le pouvoir de maîtriser leur fécondité?

Pour le contrôle de la fécondité chez les adolescentes, outre l'accès aux contraceptifs, elles doivent avoir accès aux informations au sujet des questions de santé sexuelle et reproductive en participant aux groupes

d'intérêt ou aux clubs d'adolescentes promus par le Ministère de la santé, ou à d'autres centres alternatifs. L'appui des familles est essentiel, mais celles-ci ont également besoin d'information sur ces questions. Il importe aussi que les jeunes filles aient une motivation et des objectifs concrets.

3 Quelles qualités particulières attendez-vous des "leaders"?

Les "leaders" doivent être des adolescentes qui présentent une attitude positive, responsable, et une sensibilité humaine. Actives, entreprenantes,

elles doivent faire preuve d'un sentiment de solidarité et d'une capacité à surmonter les difficultés ainsi que d'une disponibilité pour le travail. Leur attitude doit favoriser l'unité du groupe.

4 Quelle est la plus grande difficulté que vous pourrez rencontrer au travers de ce projet?

L'organisation des jeunes dans les communautés, le défi étant de les garder actifs dans le programme et d'éviter qu'ils n'abandonnent. Nous pouvons les motiver en créant des attentes au moyen de ce projet.

Accès aux médicaments Signez la pétition de MSF!



«La compagnie pharmaceutique Novartis intente un procès à l'Inde. Novartis est l'une des 39 compagnies pharmaceutiques qui avaient intenté un procès au gouvernement sud-africain il y a 5 ans, avec la volonté de faire annuler la loi sud-africaine sur le médicament destinée à diminuer le prix des médicaments. Aujourd'hui, Novartis se relance dans une action en justice sur le même sujet et cible cette fois le gouvernement indien. L'Inde produit des médicaments à un coût abordable qui sont vitaux pour un grand nombre de malades dans les pays en développement. Plus de la moitié des médicaments utilisés pour le traitement du sida dans les pays en développement sont actuellement fabriqués en Inde. Ces médicaments sont utilisés pour 80% des 80.000 patients suivis dans les programmes MSF de traitement du sida. Si Novartis gagne son procès contre le gouvernement indien et sa loi sur les brevets, d'autres médicaments obtiendront un brevet en Inde, ce qui rendra plus difficile la production de versions génériques à un coût abordable. Cela aura des conséquences sur des millions de personnes dans le monde qui dépendent de médicaments produits en Inde.»

www.msf.ch

Décès

Dr Roland Schwarz

La CSS Zurich – medico international schweiz – perd un ami, un membre de longue date et un ancien président. Le Dr Roland Schwarz, décédé en septembre dernier à l'âge de 62 ans, était engagé dans le travail de la CSS depuis la fin des années 70. Le comité de la CSSR exprime sa profonde sympathie à l'égard de la famille endeuillée.

Palestine Rapide détérioration des services de santé

L'accès aux soins est toujours plus difficile dans les territoires palestiniens occupés, en raison notamment de la détérioration des services du Ministère de la santé. Le gouvernement israélien a interrompu la rétrocession des revenus fiscaux et douaniers – pourtant dus au gouvernement palestinien – depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas en janvier 2006. En outre, certains bailleurs internationaux ont cessé leur aide directe au Ministère de la santé. Faute de moyens et malgré le système de financement provisoire mis en place par l'Union Européenne, les salaires du personnel médical sont versés irrégulièrement.

<http://domino.un.org/unispal.nsf>

Palestine Le président de PMRS élu ministre de l'Information



Marc de Battista

Le 17 mars 2007, le Parlement palestinien a élu le nouveau cabinet d'union nationale. Le Dr Mustafa Barghouti, membre fondateur et président de PMRS, notre partenaire en Palestine, a été élu ministre de l'Information au sein de ce cabinet.

Stages Deux diplômées appuient les activités de la CSSR

Virginie Emery, diplômée des Hautes Etudes Internationales (IUHEI) à Genève, a réalisé au sein de la CSSR une étude sur la situation politique et sanitaire en Erythrée; son travail servira de base à la suite des activités de la CSSR dans ce pays. Marie-Dominique Faye, licenciée en lettre à l'Université de Dakar, participe quant à elle au travail de suivi des projets réalisés en Amérique centrale, et au travail de documentation relatif à cette région. Bienvenue et merci pour leur appui!

Les rendez-vous de la CSS Romande

• Assemblée Générale Samedi 2 juin 2007

Les membres de la CSSR sont invités à participer à l'Assemblée générale du samedi 2 juin à Nyon:

- 10h30 Assemblée générale
- 11h30 *Mission chez Tito*, un film de Daniel Künzi sur les missions de la CSS en Yougoslavie
- 12h30 Repas en commun.

Merci de nous confirmer votre présence pour le repas de midi.

Hôtel des Alpes, Viollier 11, Nyon
Renseignements: 022 329 59 37
E-mail: info@css-romande.ch

A lire

• *La politique suisse d'asile à la dérive. Chasse aux "abus" et démantèlement des droits*

La politique suisse par rapport à l'asile et aux étrangers est entrée dans un cycle marqué par un renforcement des mesures de contrôle social, de répression, de dissuasion et de restriction de l'asile, de "chasse aux abus", de violation des conventions internationales et des droits humains. Ce livre fait le point sur les dérives de la politique suisse d'asile depuis plus de vingt ans. A côtés des témoignages de migrants, des auteurs comme Claude Calame et Bruno Clément évoquent les luttes menées depuis 1985 contre les abus de la politique suisse de dissuasion d'asile.

Commande: Editions d'en bas
12, rue du Tunnel
CH-1005 Lausanne
Fax: 021 312 32 40
enbas@bluewin.ch

A lire/télécharger

• Propriété intellectuelle et accès aux médicaments

L'ouvrage édité par la CSSR sous la direction d'Andrea Onori est disponible en français, anglais et espagnol. On peut aussi le télécharger librement sur notre site www.css-romande.ch.